**[81:A:8]**

 **Affidavit à l'appui**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 REQUÊTE EN VERTU DE LA *Loi sur les procureurs*,

 L.R.O. 1990, chap. S.15

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*] FAIT LE [*date*]

 Je soussigné, [*nom*], homme d'affaires de la ville de [*lieu*], dans la municipalité de [*lieu*], DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis un vice-président directeur de la requérante, [*dénomination sociale*] Inc. J'ai une connaissance directe des faits exposés dans le présent affidavit.

2. [*Dénomination sociale*] Inc. a été constituée en société pour acquérir la division des spectacles en direct de la société [*dénomination sociale*] Limitée. L'intimé est un avocat pratiquant à [*lieu*]. Il a rempli certains mandats pour la requérante en matière d'immigration jusqu'au [*date*]. Me [*nom*] a commencé à accepter des mandats de [*dénomination sociale*] Inc. en 1990.

3. Entre le [*date*] et le [*date*], Me [*nom*] a remis des comptes totalisant ... $ à [*dénomination sociale*] Inc. Cette somme comprenait un montant de ... $ en honoraires, un montant de ... $ en débours et un montant de ... $ en TPS. À ce jour, [*dénomination sociale*] Inc. a payé une somme de ... $ à Me [*nom*] en déduction de ces comptes. Sont jointes au présent affidavit comme pièce «A» une copie du sommaire des comptes que Me [*nom*] a présentés à la requérante jusqu'au [*date*] ainsi que la liste des paiements que celle-ci a faits à Me [*nom*] relativement à ces comptes.

4. Au cours de l'été [*année*], [*dénomination sociale*] Inc. a estimé qu'elle n'était plus satisfaite des services professionnels fournis par Me [*nom*] ni du tarif d'honoraires pratiqué par celui-ci. Elle a dès lors confié ses problèmes d'immigration au cabinet [*nom du cabinet*].

5. Entre le [*date*] et le [*date*], ou vers cette période, des discussions ont eu lieu entre [*dénomination sociale*] Inc. et Me [*nom*] au sujet de ses comptes d'honoraires impayés. Me [*nom*] prétendait que [*dénomination sociale*] Inc. lui devait encore la somme de ... $, tandis que [*dénomination sociale*] Inc. estimait qu'elle ne devait plus que ... $, comme l'indique la pièce «A» jointe à cet affidavit. Comme Me [*nom*] refusait de reconnaître que le montant dû s'élevait à ... $, [*dénomination sociale*] Inc. a retenu le paiement du montant qu'elle estimait devoir à Me [*nom*] en attendant le règlement de leur différend.

6. Le [*date*], Me [*nom*] a établi 97 comptes relativement aux dossiers de [*dénomination sociale*] Inc. Le montant de chaque compte est de ... $. Cette somme comprend un montant de ... $ en honoraires, un montant de ... $ en débours et un montant de ... $ en TPS. Le montant total de ces comptes est de ... $. Le [*date*], Me [*nom*] a préparé neuf autres comptes d'honoraires à l'intention de [*dénomination sociale*] Inc. Ces différents comptes réclament entre ... $ et ...$ en honoraires et entre ... $ et ... $ en TPS. Les neuf comptes remis le [*date*] totalisent ... $. Le [*date*], Me [*nom*] a préparé un état des débours et il a crédité [*dénomination sociale*] Inc. d'une somme de ... $ en trop-perçu. L'ensemble de ces comptes a été remis en liasse à [*dénomination sociale*] Inc. le [*date*] ou vers cette [*date*]. Une copie conforme de tous les comptes remis par Me [*nom*] à [*dénomination sociale*] Inc. le [*date*] est jointe au présent affidavit comme pièce «B».

7. [*Dénomination sociale*] Inc. n'a pas pu s'occuper de ces comptes avant la période des vacances. De plus, son avocat en matières contentieuses, Me [*nom*], du cabinet [*nom du cabinet*], a été absent du pays jusqu'aux environs du [*date*]. [*Dénomination sociale*] Inc. n'a donc pas eu le loisir de discuter des comptes avec lui avant la signification de la déclaration Me [*nom*].

8. Bien que notre avocat en matières contentieuses lui en ait fait la demande, Me [*nom*] a refusé de nous fournir de plus amples détails sur le travail qui faisait l'objet des 107 comptes présentés à [*dénomination sociale*] Inc. le [*date*]. [*Dénomination sociale*] Inc. croit que le montant des comptes que Me [*nom*] lui a remis le [*date*] est déraisonnable et très exagéré.

9. Me [*nom*] a intenté une action sur compte contre [*dénomination sociale*] Inc. le [*date*]. Cette action visait l'ensemble des comptes, y compris ceux qu'il avait établis le [*date*]. La déclaration de Me [*nom*] et la défense de [*dénomination sociale*] Inc. sont jointes comme pièces «C» au présent affidavit. Il est nécessaire de déterminer si les comptes de Me [*nom*] sont raisonnables, et je considère que, à cette fin, la liquidation des comptes de Me [*nom*] est une procédure moins coûteuse et plus expéditive que l'instruction d'une action.

10. Sur tous ses comptes, Me [*nom*] indique que son adresse est le [*adresse*], ce qui situerait son bureau au centre-ville. Je n'ai jamais traité avec Me [*nom*] à cette adresse. Pour autant que je le sache, Me [*nom*] réside à [*lieu*].

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.